

Adam Michnik.

Allocution à l'occasion de la Remise du Prix Adam Mickiewicz

Salle de l'Horloge, Quai d'Orsay
Paris, 30 septembre 2015



Adam Michnik et les Ministres aux Affaires européennes H. Désir, R. Trzaskowski et M. Roth
©Bruno Chapiron/Ministère des Affaires étrangères

Le prestigieux prix Adam Mickiewicz a pour moi une double importance: tout d'abord, en raison du Triangle de Weimar qui vient de m'honorer aux côtés de deux personnalités éminentes: Wolf Lepenies, l'illustre savant allemand et Edgar Morin, l'humaniste français remarquable, puis, en raison d'Adam Mickiewicz dont le nom porte ce prix.

Adam Mickiewicz, le plus grand poète polonais, est le symbole de la culture polonaise libre et souveraine. Grand patriote de la nation polonaise et porte-parole des valeurs européennes, il fut aussi membre de la conspiration, prisonnier du despotisme tsariste, activiste de l'émigration politique polonaise, professeur au Collège de France ainsi qu'exilé. Alors qu'au XIX (dix-neuvième) siècle, la Pologne n'existait pas sur la carte de l'Europe, elle existait au travers de son identité et de sa culture nationales. Adam Mickiewicz en fut la plus belle incarnation.

Cet écrivain, encombrant pour toutes les dictatures, où quelles soient, fut un inlassable défenseur de la liberté, un écrivain libre de chauvinisme, de xénophobie, d'intolérance. Dans ses écrits, il parla de la Lituanie, sa patrie; dans un autre texte intitulé „A mes amis moscovites”, il rendit hommage aux décabristes russes, combattants de la liberté; il s'attela aussi à créer en Turquie une légion juive, en défiant ainsi tous les stéréotypes antisémites.

Pour ma génération, Mickiewicz reste un écrivain très important. La révolte de 68 en Pologne a commencé par une protestation contre l'interdiction de jouer au théâtre national de Varsovie, „les Aïeux”, une pièce majeure de Mickiewicz. De cette façon, Mickiewicz est devenu *post mortem* le symbole de la lutte contre la dictature communiste qui contaminait la langue polonaise par la rhétorique stalinienne, empreinte de haine anti-intelligentsia et antisémite.

Le Triangle de Weimar symbolise l'ordre démocratique en Europe. C'est aussi la garantie de stabilité et de paix au centre de notre continent. Je pense que ma

génération, celle de 68, celle du Comité de Défense des Ouvriers et de Solidarité, puis celle du quotidien „Gazeta Wyborcza” a réalisé ses rêves de voir la Pologne souveraine et libre. Notre pays, longtemps soumis à la domination étrangère, puis à la dictature communiste et soviétique, est aujourd’hui est un État démocratique, membre de l’Union européenne. Le Triangle de Weimar y est pour beaucoup.

Là où au XX (vingtième) siècle se déchainaient les plus terribles guerres, nous avons aujourd’hui les espaces de paix. C’est le succès le plus tangible de l’Europe, le miracle de l’histoire européenne, complexe mais belle. De nombreux Polonais ont payé le prix le plus fort pour avoir activement contribué à ce miracle. Ils ont connu la répression, la discrimination; certains même ont payé de leur vie. Cependant, ce miracle n’est pas – et ne le sera jamais – définitif ni durable. Aujourd’hui, nous sommes confrontés à de nouveaux défis. Nous avons devant nos yeux le drame des réfugiés du Proche Orient et de l’Afrique. C’est un test moral et politique. Il exige de nous de la solidarité, qui est plus importante que le pragmatisme.

Ce que je viens de dire est en contradiction avec les déclarations d’une grande partie de la classe politique polonaise qui martèle que la Pologne n’a pas les moyens d’accueillir les 10 (dix) mille réfugiés. Cela traduit à la fois la crainte de la montée de la xénophobie et, en même temps, c’est de la xénophobie. L’une comme l’autre, ces attitudes sont irréfléchies et néfastes pour la Pologne et pour l’Union européenne. Le drame des réfugiés devrait être l’objet de préoccupation pour tous les acteurs. Je pense notamment à l’engagement actif des organisations internationales, qui semble aujourd’hui indispensable car l’UE seule risque ne pas faire face à ce problème.

Le second défi, c’est l’action de le Russie de Poutine en Ukraine de l’Est. La Fédération de Russie est gouvernée aujourd’hui par un milieu politique promouvant et réalisant sur le plan intérieur un projet antidémocratique; sur le plan international, un projet impérial et agressif. L’esprit de Staline, de Brejnev et de Poutine l’emporte sur celui d’Andriej Sacharov, sur la voix de la Russie libre. La Russie de Poutine refuse à la nation ukrainienne le droit d’emprunter le chemin de l’Europe. Or, aussi bien les Ukrainiens que les Russes, dont les libertés civiles sont aujourd’hui ouvertement bafouées, en ont pleinement le droit.

Lors d’un de mes passages à Moscou, on m’a raconté l’anecdote suivante: deux amis, un Ukrainien et un Russe, se rencontrent sur la Place Rouge. Le Russe demande : „Écoute, chez nous en Russie, tous les journaux, toutes les chaînes de télévision et de radio affirment que l’Ukraine est entre les mains des fascistes, des bandits, des voleurs et des hooligans. Est-ce vrai?” Et l’Ukrainien de répondre: „Oh non. C’est exagéré. Pas toute l’Ukraine, seulement la Crimée et une partie du Donbass”.

Le projet de Poutine, c’est un populisme spécifique d’un nouveau type, c’est un coup d’état rampant qui vide les institutions démocratiques de leur contenu en en faisant de faux éléments de décor d’une mauvaise pièce de théâtre. Hélas, le poutinisme ou le populisme de Poutine est contagieux. Il trouve des disciples dans d’autres pays européens, tels la Hongrie de Orban, la République Tchèque de Milos Zeman ou la Slovaquie de Fico. En Pologne aussi les tendances analogues apparaissent ici et là; elles menacent la logique de transformation démocratique du

pays. Ces menaces représentent de nouveaux défis auxquels est confronté l'Union européenne et ses citoyens. Nous devons les observer, les analyser, les appeler par leur nom et avertir des dangers qu'encourt la démocratie européenne. Nous devons avoir le courage de dire „non” à tous ceux qui emploient la langue de la haine et de l'intolérance.

Il est dans notre devoir d'empêcher une nouvelle „trahison des clercs” qui a précédé celle de Munich en 1938.